

Cible 13

STABILITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE

INTITULÉ COMPLET DE LA CIBLE

“ **Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques.** ”

Pas de durabilité sans stabilité

Aujourd’hui, la stabilité mondiale ne peut se limiter à la seule stabilité financière, comme le reconnaissent depuis quelques années les différents global risks publiés au forum de Davos : ainsi, cette année, le « défaut d’agir quant aux changements climatiques » domine le contexte des risques la stabilité mondiale, et aussi la fracture numérique, les coups portés à la jeunesse, les rivalités et la concurrence grandissantes dans divers domaines entre les superpuissances. C’est pourquoi l’attention à la cohérence des politiques dans le cadre de l’Agenda 2030, ainsi que le renforcement du multilatéralisme, très menacé aujourd’hui, et la prise en compte par le Conseil de sécurité des menaces globales, comme la pandémie ou le climat sont essentielles. Sans forcément parler comme à Davos de « grande réinitialisation », une réforme de la gouvernance mondiale capable d’affronter les grandes crises est indispensable.

Maintenir la stabilité mondiale malgré la Covid ?

A l’heure où cette fiche est écrite, parler de stabilité économique mondiale apparaît certes comme une gageure. Cette cible si particulière de l’ODD 17 qui touche à la cohérence des politiques et des structures institutionnelles, prend pour cadre de mesure les tableaux de bord macroéconomiques (croissance du RNB, taux d’endettement, import/export...) de l’économie mondiale. La crise sanitaire mondiale bouscule la stabilité économique globale, même si le rapport de janvier 2021 du FMI conclut que « les risques pour la stabilité financière sont maîtrisés pour le moment », mais « des mesures s’imposent pour remédier aux vulnérabilités financières mises en évidence par la crise ». Le FMI pointe évidemment comme facteur de risque la hausse de la dette des entreprises, les fragilités du secteur des institutions financières non bancaires, l’augmentation de la dette souveraine, les défis d’accès aux marchés pour un certain nombre de pays en développement et de la baisse de la rentabilité dans un certain nombre de

systèmes bancaires. Il insiste aussi sur le fait que d’immenses difficultés attendent les pays émergents, qui ont d’importants besoins de financement extérieur, tout particulièrement si une hausse persistante des taux aux États-Unis entraîne une réappréciation du risque et un durcissement des conditions financières.

En effet, dans le contexte de pandémie, la plupart des pays en développement ne disposent pas de ressources nationales et d’une marge de manœuvre budgétaire suffisantes pour financer des mesures d’intervention et de redressement adéquates. C’est pourquoi la coopération internationale et le financement extérieur sont essentiels. Le Rapport 2020 sur le financement du développement durable²⁸ présente des mesures pour faire face à l’impact de la récession mondiale et de la crise financière en cours, en particulier dans les pays les plus pauvres du monde.

Afin d’aider les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, le Secrétaire général de l’ONU a créé le [Fonds des Nations Unies pour l’action face à la COVID-19 et pour le relèvement](#). Par ailleurs, l’ONU a établi un Plan de réponse humanitaire global à la COVID-19²⁹ afin d’aider les populations les plus vulnérables, notamment les réfugiés et les personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays. Par ailleurs, à l’initiative de la Banque mondiale et du Fonds monétaire, les pays du G20 ont décidé de suspendre le service de la dette (ISSD). L’ISSD, depuis son entrée en vigueur le 1er mai 2020, a permis d’alléger la dette de plus de 40 pays, pour un montant total d’environ 5 milliards de dollars. La période de suspension, dont la n’était initialement prévue le 31 décembre 2020, a été prolongée jusqu’à juin 2021.

Finalement les perspectives à court terme de retour à la stabilité sont incertaines car deux scénarios existent : un scénario pessimiste de hausse continue des contaminations et de retard dans le déploiement des vaccins, (de ce fait, 1,6 % seulement de croissance mondiale en 2021). Mais si la pandémie est maîtrisée avec l’accélération de la vaccination, 5 % de croissance reste encore d’actualité.

28. [Rapport 2020 sur le financement du développement durable.](#)

29. [Plan de réponse humanitaire global à la COVID-19.](#)



ODD17 - PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Quelques bonnes nouvelles tout de même ! Pour soutenir financièrement les pays en développement les plus affectés par la pandémie, les Français plébiscitent l'idée que les entreprises multinationales qui opèrent dans ces pays payent leur juste part d'impôts (75%). Ils pensent également que la taxation des marchés financiers (56%), l'augmentation de l'aide au développement (45%), et l'annulation de la dette des pays les plus pauvres (41%) sont des solutions pertinentes. Et ils semblent entendus puisque la dernière réunion du G20 en avril 2021 a permis aux USA, en soutien des travaux de l'OCDE, de proposer une taxation mondiale des entreprises autour de 15% qui viendrait alléger les dettes publiques augmentées par le soutien des économies touchées par la crise sanitaire.

LE BESOIN DE COHÉRENCE DANS LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ

Le problème de la cohérence des politiques de développement se pose dès lors que nombre de ces politiques, prônant certains modes de production sur les terres de pays souvent peu développés, sont dévastatrices pour la biodiversité. A l'inverse, les politiques de protection de la biodiversité peuvent ne pas prendre en compte les enjeux de développement des populations locales.

C'est pour cela que se développent depuis un certain nombre d'années des politiques intégrant les deux aspects, sociaux et environnementaux.

La filière bois a notamment multiplié les initiatives d'aménagement forestier. Des certifications privées ont d'abord été utilisées, comme le FSC (Forest Stewardship Council, soutenue par le WWF), puis des obligations légales ont été mises en place. Elles intègrent des dispositions pour protéger la biodiversité. Par exemple, des critères soutenus par Green Peace sur l'intégration des enjeux climat et biodiversité ont été ajoutés dans des certifications forestières et des filières agricoles tropicales permettant la mise en place de zones à « haute valeur de conservation » (HCV) et de zones à forte concentration de carbone forestier (HCS), favorisant leur protection et leur conservation.



https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Document-de-d%C3%A9cryptage_Biodiversit%C3%A9_vf.pdf

L'OCDE ET LA COHÉRENCE DES POLITIQUES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

L'OCDE est bien placée pour travailler sur ce sujet de cohérence des politiques de développement grâce à son aspect international, ses compétences et analyses pluridisciplinaires et ses contacts directs avec les acteurs des différents pays.

L'objectif de l'OCDE en la matière est de tirer profit des différentes synergies et mettre en avant les politiques menées par les Etats tout en s'assurant que certains pays n'entravent pas le développement d'autres pays via leurs décisions. Pour ce faire, elle a créé un programme sur la cohérence des politiques au service du développement. Ce programme s'est traduit par des travaux d'analyse, de boîte à outils et d'études sectorielles.

Par la suite, des recommandations pratiques ont été émises pour guider les acteurs dans l'amélioration de la cohérence de ces politiques.



<https://www.oecd.org/fr/gov/pcsd/39423795.pdf>

LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL DES NATIONS UNIES

Si le prix Nobel a été attribué au Programme alimentaire mondial, c'est certes pour avoir bien assuré sa mission : lutter contre la faim, mais aussi, selon le Comité Nobel, pour « sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par des conflits et pour avoir joué un rôle moteur dans les efforts visant à prévenir l'utilisation de la faim comme arme de guerre et de conflit ». Le Comité a relevé qu'en 2019, 135 millions de personnes souffraient de la faim aiguë, le nombre le plus élevé depuis de nombreuses années. Cette forte augmentation a été causée en partie par la guerre et les conflits armés. On craint par ailleurs que le nombre de personnes ayant faim n'ait doublé en 2021 avec la pandémie.

Le Comité Nobel considère que « l'aide apportée pour accroître la sécurité alimentaire ne permet pas seulement de prévenir la faim, mais peut également contribuer à améliorer les perspectives de stabilité et de paix ». En effet, la résolution du Conseil de sécurité 2417 de 2018 a souligné le lien entre les conflits et la faim. Ce prix illustre à la fois les ODD 1, 2, 3, 16 et cette cible de l'ODD 17.



<https://fr.wfp.org/>

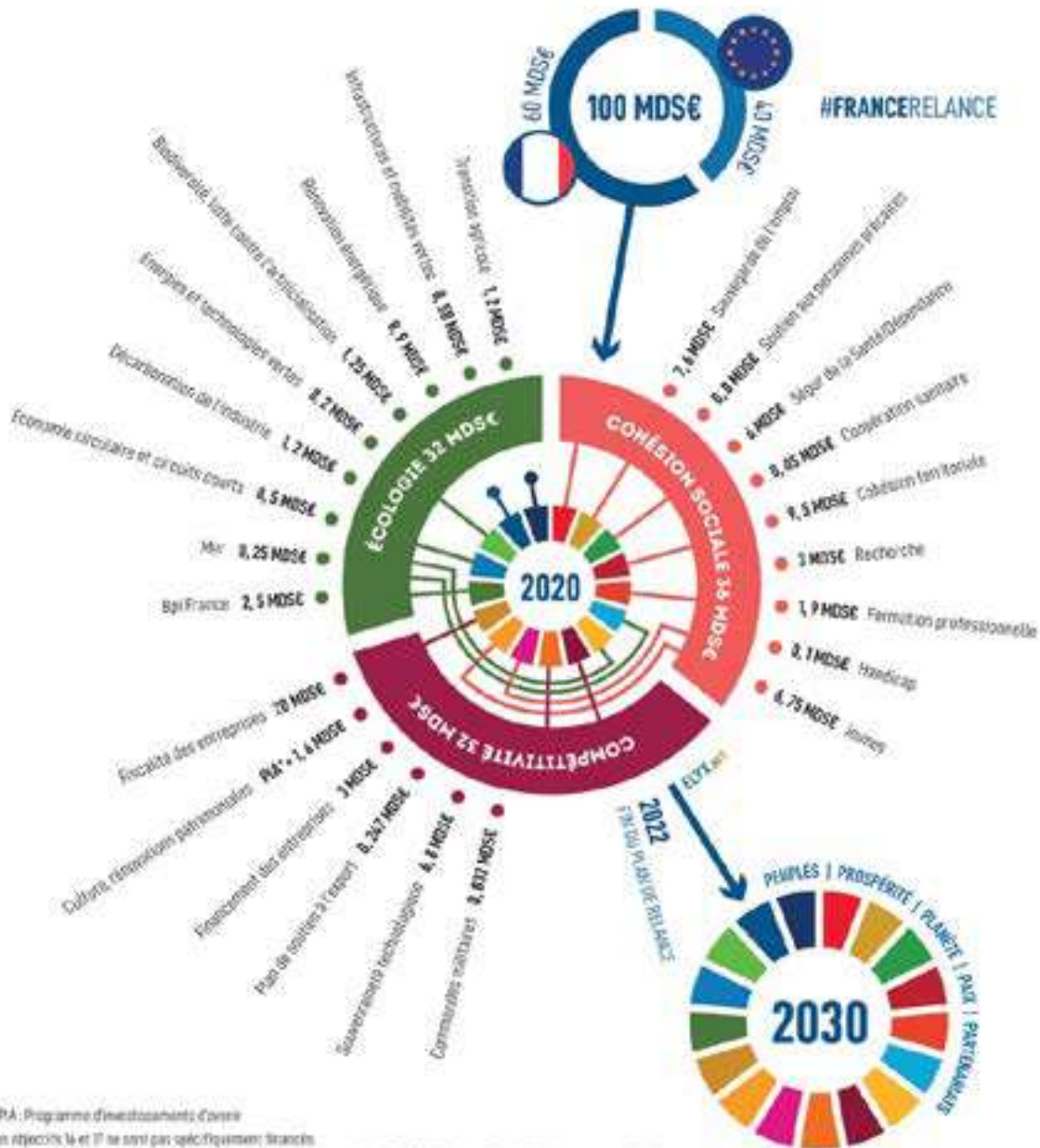


Et si nous lisions le plan de relance autrement, à l'aune des ODD ?

La décennie de l'action débute avec un plan de relance historique. Ce plan doit certes avoir un effet palliatif sur la conjoncture de crise actuellement causée par la pandémie de la COVID-19, mais il doit aussi poser les fondements structurels d'une nouvelle économie. A son échéance, en 2022, il ne restera plus que huit ans pour réaliser l'Agenda 2030. Ce plan de relance est

donc l'outil qui devrait permettre d'emmener la France mais aussi ses partenaires dans cet espace juste, résilient et durable. C'est à ce titre que la Fondation Elyx propose une Action BOX2 qui présente le plan de relance à travers la boussole des ODD, pour inciter un changement d'orientation ». (Extrait du baromètre 2020 des solutions durables).

Le plan de relance français et son impact sur les ODD



* RIA: Programme d'investissements d'avenir
 Les objectifs 16 et 17 ne sont pas spécifiquement financés
 Le bon fonctionnement des institutions et la lutte contre la corruption (ODD 16) sont un pilier de la mise en œuvre du plan
 Les partenariats (ODD 17) sont au cœur du plan à travers la solidarité européenne mais l'objectif de 1,7% du RNB en aide au développement (APD) n'est toujours pas atteint à ce jour.

10 ans pour tout changer | La Fondation Elyx (2020)